Mémoire VIVANTE

la cgt 29 — INSTITUT D'HISTOIRE SOCIALE — ihs — Bretagne

Bulletin de la section finistérienne de l'Institut CGT d'histoire sociale de Bretagne N° 20, mars 2022
Adresse : IHS CGT 29, Maison du Peuple, 2, place Édouard-Mazé, 29200 BREST — Courriel : ihscgt29@orange.fr

Aujourd'hui, comme dans les années 30

Notre combat contre l'extrême droite

Xénophobie, racisme, nationalisme exacerbé. L'idéologie d'extrême droite a gangrené durablement les esprits au cours des deux siècles derniers. Elle ressurgit aujourd'hui dans notre vie politique. A visage découvert. Stigmatisant les migrants, propageant la thèse ignoble et mensongère du « grand remplacement », dénigrant vie démocratique et progrès social. Les Zemmour, Le Pen et leurs propagandistes mijotent sans scrupule les recettes nauséabondes du passé. Ils puisent arguments dans la crise économique et sociale. Dans les années 1930, la montée de l'extrême droite s'est nourrie du même terreau. Hier comme aujourd'hui, la CGT est au rendez-vous d'une opposition résolue aux idées rétrogrades, xénophobes et antisociales. Retour sur ce passé, toujours si présent, hélas.

Lire pages 2 à 6

Sommaire

La cavale d'un flic par temps de guerre froide

Page 7

Premier Mai 2002 : vague de fond contre le Front

Page 8

L'extrême droite dans le Finistère des années 30

Chaque jour, les médias nous parlent de Zemmour et de Le Pen. Les sondages estiment que l'extrême droite représente un quart des électeurs soit, avec les prévisions d'abstention, environ 15% de la population de 18 ans et plus. Cette situation est due en grande partie à la crise économique, sociale et politique : pouvoir d'achat en berne, retraites menacées, les services publics, notamment de santé et d'éducation, dégradés. Le pays est dépendant de l'étranger pour l'industrie et divers approvisionnements. Le pouvoir personnel, la majorité du parlement à la botte du président, la multitude de couacs ministériels amènent un mécontentement profond. Autres causes : le manque de culture historique et politique chez certains pour analyser le présent ; les choix politiques libéraux de gouvernements de gauche décevant les classes populaires.

Les années 30 en France...

L'histoire ne se répète pas mais elle balbutie, elle bégaie. Dans les années 30, la montée de l'extrême droite fascisante en France et dans une partie de l'Europe s'est nourrie du même terreau.

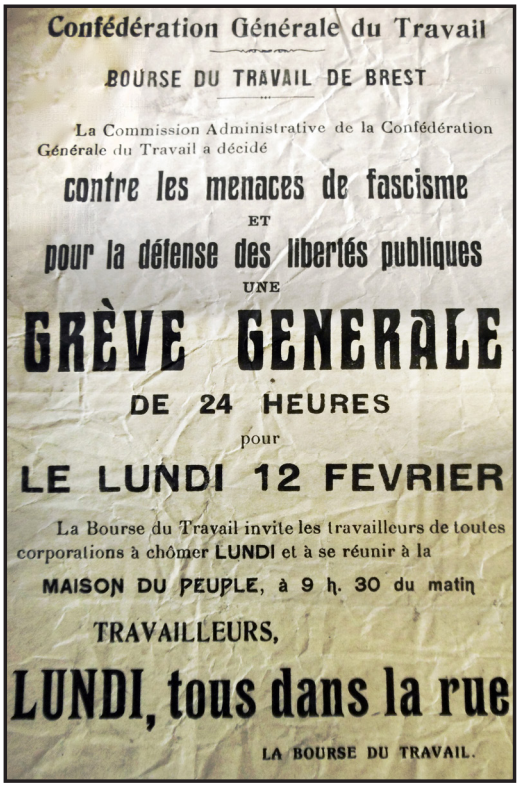
La détresse ouvrière

Le crack boursier de New York, en 1929, a des répercussions dans le monde entier. En France la production industrielle chute de moitié, les faillites se multiplient. Le chômage augmente et frappe surtout les jeunes, les immigrés (plus de 500 000 expulsés) et les ouvriers non qualifiés. Les queues sont interminables devant les soupes populaires. Face à cette situation, des grèves éclatent mais sont rarement victorieuses, d'autant que la CGT est divisée (CGT-CGTU).

Le malaise paysan

Les cours des produits laitiers, du vin s'effondrent. Le quintal de blé vendu 184 francs en 1929 se négocie à 74 francs en 1935 !

Premières victimes : les salariés agricoles ; les journées de travail mal payées s'allongent et les licenciements pleuvent. Fermiers et métayers ne peuvent plus payer les propriétaires, ils sont expulsés. Les revenus agricoles baissent en 1934-1935 de plus de moitié, frappant surtout les petites exploitations.


Confédération Générale du Travail

BOURSE DU TRAVAIL DE BREST

La Commission Administrative de la Confédération Générale du Travail a décidé

contre les menaces de fascisme

ET

pour la défense des libertés publiques

UNE

GRÈVE GENERALE

DE 24 HEURES

pour

LE LUNDI 12 FEVRIER

La Bourse du Travail invite les travailleurs de toutes corporations à chômer LUNDI et à se réunir à la

MAISON DU PEUPLE, à 9 h. 30 du matin

TRAVAILLEURS,

LUNDI, tous dans la rue

LA BOURSE DU TRAVAIL.

Affiche de la CGT appelant à la grève générale le 12 février 1934, après les manifestations d'extrême droite, à Paris le 6 février.

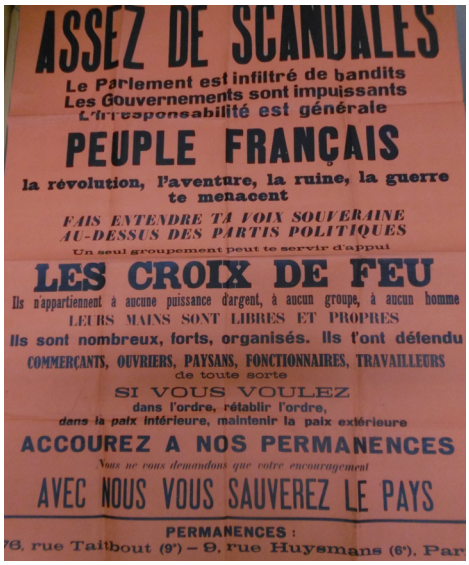
Les ligues fascistes

Les gouvernements se succèdent et prennent des mesures impopulaires et inefficaces : hausse des impôts, baisse des salaires des fonctionnaires…

Des scandales politico-financiers comme l'affaire Stavisky [1] ternissent encore plus l'image des hommes politiques. Le grand patronat préserve ses profits et compte sur des financements d'Etat. Tout cela alimente une crise politique, un rejet du gouvernement et un mécontentement qui se manifestent par la montée de l'extrême droite, du fascisme. Des ligues se créent comme l'Action française, les Croix de Feu, la Cagoule, les Camelots du Roi, la Fédération Nationale Catholique… Le 6 février 1934, elles organisent des manifestations qui se dirigent vers la Chambre des députés.

Les affrontements avec la police sont violents faisant 17 morts et près de 1 500 blessés (mais les Croix de Feu, légalistes, s'abstiennent). Pour la gauche, c'est une tentative de coup d'Etat fasciste. Le 12 février une grève générale, avec meetings et manifestations dans toute la France, connaît un énorme succès.

Ci-contre, le colonel De La Rocque, chef des Croix de Feu et fondateur en 1936 du Parti social français.



A droite, affiche des Croix de Feu, ligue d'extrême droite.

… et dans le Finistère

La situation économique n'est guère différente de celle du reste de la France. 10 400 emplois ont disparu entre 1930 et 1935. Seules certaines municipalités communistes, socialistes ou radicales, ouvrent un fonds de chômage. La société rurale représente 56% des actifs et 72% de la population. En 1931 on compte 85 000 ouvriers agricoles que CGT et CGTU tentent, sans grand succès d'organiser. En dehors de quelques riches propriétaires (surtout dans le Léon), nombreux sont les exploitants en difficulté voire dans la misère.

Les forces syndicales et politiques

La CGT s'est scindée en deux en 1921. La CGTU (unitaire) est proche du Parti communiste ; la CGT (dite confédérée) proche des socialistes. La scission a entraîné une forte baisse du nombre d'adhérents. Les bases de la CGTU sont essentiellement dans le privé et chez les cheminots. Elle est résolument orientée vers la lutte et la transformation de la société. La CGT, de minoritaire au départ, devient la première organisation ; réformiste, elle préfère la négociation à l'action. Elle est très majoritaire à l'arsenal, la plus grande entreprise du département. La CFTC est marginale.

Le Parti communiste compte 600 membres après la scission de 1920 et 300 en 1934. Ses bases sont essentiellement à Brest et dans les ports du sud-Finistère. Douarnenez a un maire communiste depuis 1921. La SFIO (socialiste) annonce 800 adhérents après la scission mais connait rapidement des problèmes internes. Le parti a ses forces dans les villes et dans le Trégor où Tanguy-Prigent, paysan à Saint-Jean-du-Doigt, mène un combat pour défendre les agriculteurs et deviendra député. La droite est divisée entre monarchistes et catholiques de la Fédération républicaine, résolument à droite, et les laïcs du centre droit de « l'alliance démocratique » qui évoluent vers la droite dure après leur échec aux législatives de 1932.

La montée des ligues

Apparue dans le département dans les années 20, l'Action française décline après sa mise à l'index par le pape en1928.

Les Croix de Feu

Dirigées par le colonel de La Rocque [2], les Croix de Feu apparaissent et se développent dans le département dès 1933. Fin 1934, la section de Quimper a 120 adhérents, celle de Landerneau 200 membres. Il est vrai que le responsable régional est Eugène Leclerc (père d'Edouard) commandant de réserve et hôtelier à Landerneau. En 1936, au moment du Front populaire, la ligue a 3 000 adhérents et 500 membres des sections d'action féminine, surtout dans le nord-Finistère. Les autres ligues sont marginales dans le département. Les ligues sont dissoutes en 1936 par le Front populaire. De la Rocque crée alors le Parti social français, soutenu par le journal catholique conservateur « Le Courrier du Finistère ». Au début de 1937, le PSF revendique 12 000 adhérents, près de quatre fois plus que le PCF et la SFIO réunis. Les cadres du parti se recrutent dans les classes moyennes aisées et urbaines, les adhérents viennent des anciens combattants de l'UNC.

Les meetings d'extrême droite se succèdent : 3 000 participants à Brest en mai 1937, 4 000 à Saint-Pol-de-Léon en août, 32 000 lors d'une fête à Clohars-Fouesnant le 6 août 1937… Le journal *La volonté bretonne*, dont le rédacteur en chef est le Brestois Pierre Branellec, tire à 25 000 exemplaires. Les réunions sont parfois houleuses quand la gauche porte la contradiction.

→ *(à suivre, pages 4 et 5)*

L'extrême droite dans le Finistère des années 30

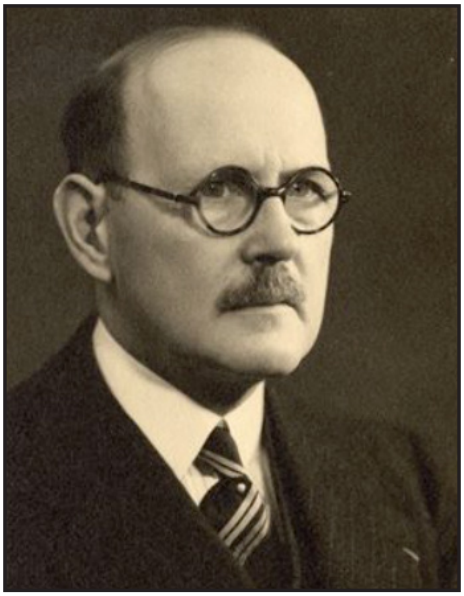
Henri Dorgères ou le fascisme en chemise verte

La paysannerie est en crise dans l'entre-deux guerres. On assiste à un exode rural vers les villes bretonnes et même extérieures. C'est dans ce contexte qu'Henri Dorgères [3] crée le Comité de défense paysanne puis la Ligue des contribuables, mouvements politiques catalysant la colère des agriculteurs pour la muer en véritable fascisme rural. Ce sont des organisations ouvertement antisémites, anti-parlementaires et inspirées par le fascisme de Mussolini.

En 1934 Dorgères déclare : « Si vous saviez, paysans français, ce que Mussolini a fait pour les paysans italiens, vous demanderiez tous un Mussolini pour la France ». Il dénonce aussi « la gabegie de l'Etat et les fonctionnaires cumulards ».

Le monde ouvrier est aussi une cible : « Il n'y a pas de solidarité entre l'ouvrier des villes et le paysan, il y a exploitation du deuxième par le premier ».

Les réunions se multiplient dans les villes et surtout les communes rurales. Les dorgéristes mènent des actions violentes notamment en brisant les grèves des ouvriers agricoles ou en versant du pétrole sur quatre tonnes de petits pois chez Hénaff, à Pouldreuzic. Ils trouvent des relais chez des syndicalistes agricoles et l'aide de l'Office de Landerneau.



Ci-dessus, à gauche, Hervé Budes de Guébriant, président de l'Office central de Landerneau. A droite Henri Dorgères, le leader et tribun des Chemises vertes.

L'Office central de Landerneau

Présidé par Hervé Budes de Guébriant, catholique très ancré à droite, l'Office touche tous les terrains liés à l'agriculture : les services d'achat et de vente, l'enseignement agricole, le crédit, les assurances, les retraites. Il n'est donc pas nécessaire, pour les paysans, d'aller chercher des services ailleurs. Organisation corporatiste, l'Office est résolument contre la lutte des classes et élabore un consensus idéologique pour encadrer er contrôler la paysannerie en s'appuyant sur les valeurs chrétiennes.

Dans un courrier aux adhérents *(la grande masse des paysans, réunis en syndicats agricoles, ndlr)* de Guébriant écrit : « On veut faire entendre à vos domestiques de fermes qu'ils doi-vent, pour faire aboutir leurs revendications, s'organiser en syndicats séparés. La doctrine sociale qui nous dirige (est) la doctrine de l'Eglise. En disant aux hommes : aimez-vous les uns les autres n'a-t-elle pas, d'avance, marqué sa prédilection pour les syndicats mixtes *(patrons et ouvriers réunis, ndlr)* plus conformes à la morale et à la charité plutôt que de les dresser en classes hostiles n'invoquant jamais que leurs revendications respectives »

L'Office aide Dorgères à lancer son mouvement pour le contrôler. De Guébriant appelle le chef des Chemises vertes son « ministre de la guerre » et le secrétaire général du mouvement pour le Finistère et les Côtes-du-Nord est salarié de l'Office central. Le 29 janvier 1933, à Quimper, les dirigeants politiques de droite siègent à la tribune d'un rassemblement de 8 000 personnes, organisé par l'Office. De Guébriant a aussi le soutien actif de l'évêché.

Les syndicats vus par les Croix de Feu et le PSF

Extraits du programme des Croix de Feu puis du Parti social français au sujet de la conception des syndicats.

« Un trop grand nombre de syndicats industriels se sont mis à la remorque de la politique. Leur rattachement à la CGT et à la CGTU les maintiennent dans une perpétuelle attitude de démagogie et de subversion. Les syndicats, pour jouer leur rôle, doivent être exclusivement professionnels et régionaux… Suppression des conflits du travail : « L'Etat revêtu de son droit d'arbitrage, de contrôle et de sanction, grèves et lock-out tendront à disparaître. Ils ne revêtiront plus l'appareil destructeur. Ils n'auront plus l'aspect de lutte sociale que les agitateurs cherchent à leur donner. Un domaine leur sera interdit : celui des services publics de la cité… ».

La réaction ouvrière et l'action antifasciste

La tentative de coup d'Etat du 6 février 1934 provoque une réaction rapide des forces de gauche en France et dans le Finistère. Le 8 février, une réunion rassemble à Brest 2 500 personnes. Le lendemain, on dénombre 1 000 manifestants à Pont-l'Abbé ; le 10, ils sont 1 200 à Concarneau. Le lendemain, 400 à Morlaix, 1 000 à Quimper, 700 à Pont-de-Buis. L'objectif de ces rassemblements est de préparer la grève générale du 12 février à l'appel de la CGT et de la CGTU. Ce 12 février connaît un niveau de mobilisation sans précédent dans le Finistère.

L'antifascisme mobilise et réunit, pour la première fois depuis des années, CGT, CGTU, Parti communiste et SFIO. A Brest, selon les sources, on compte 6 à 12 000 manifestants, 3 000 à Morlaix, près de 1 000 à Quimper, 700 à Pont-de-Buis.

A Pont-l'Abbé 2 200 manifestants accueillent 300 ouvrières des conserveries de Lesconil, venues à pied, drapeau rouge en tête.

Dans plusieurs villes du département des comités de vigilance et d'action antifasciste se créent. Ils sont généralement composés de la CGT, la CGTU, la SFIO, le Parti communiste et la Ligue des droits de l'homme. Celui de Carhaix, créé le premier, regroupe dès le début 150 à 200 personnes.

Janvier 1935 : à Quimper, les Croix de Feu fêtent Noël...

Réunions, meetings, retraites aux flambeaux et même grèves jalonnent les années 1933 à 1938. Certaines manifestations se déroulent malgré l'interdiction du Préfet ; c'est le cas, par exemple, à Morlaix, place du Pouliet, où 800 personnes se rassemblent le 28 mars 1934 ou, à Quimperlé, le 9 février 1935, avec 1 500 participants.

Ces actions communes préfigurent la réunification de la CGT qui intervient en décembre 1935 dans le Finistère et en mars 1936 au plan national.

Du bruit dans Landerneau

Le 24 janvier 1938, de La Rocque vient à Landerneau pour le baptême du quatorzième enfant d'Eugène Leclerc dont il est le parrain. La surprise est totale, personne n'ayant été mis au courant. Le banquet est prévu à 18 h à l'Hôtel de Bretagne. Une demi-heure plus tard, selon « La Dépêche », le premier train ouvrier arrive. La présence du colonel est vite connue. Des cris « La Rocque au poteau » puis l'Internationale » se font entendre. Il y a 60 à 80 manifestants. Le deuxième train ouvrier arrive 20 minutes plus tard, convoyant des salariés de l'arsenal. Un car de militants de gauche arrive de Brest. Des cailloux sont lancés sur les fenêtres de l'hôtel, le PSF riposte par des jets de verres. Vers 21 h 30, La Rocque doit être exfiltré.

Dans le monde rural

Quand Dorgères et ses troupes commencent à sillonner le département, la gauche intervient presque systématiquement pour l'empêcher de parler et la violence est très forte. Dès 1933, le socialiste Tanguy-Prigent [(4)], paysan à Saint-Jean-du-Doigt et dirigeant de la Confédération nationale paysanne, mène le combat contre les thèses d'extrême droite. Il s'oppose aux ventes-saisies des fermes et gagne en influence. Les Chemises vertes ne peuvent s'implanter dans le Trégor. Tanguy-Prigent porte la contradiction lors des réunions parfois violentes. A Quimperlé, il veut prendre la parole devant 1 800 à 2 000 paysans réunis par La Défense paysanne. Il est blessé par un Dorgères furieux.

→ *(à suivre, page 6)*

Notes

1 - Stavisky est un escroc qui a bénéficié d'appuis d'hommes politiques pour détourner des millions de francs. Retrouvé mort en 1934. Cette histoire précipite la chute du gouvernement Daladier.

2 - Henri Dorgères, de son vrai non Henri d'Halluin, né à Mouvaux (Nord), mort le 22 janvier 1985 à Yerres (Essonne).

3 - François de La Roque (Lorient, 1885 – Paris, 1946). Ancien combattant 14-18.

4 - François Tanguy-Prigent, né à Saint-Jean-du-Doigt le 11 octobre 1909, paysan, crée, à 15 ans, la section socialiste de sa commune. Il collabore au « Breton socialiste ». Maire de Saint-Jean-du-Doigt de 1935 à 1970. Plus jeune député de France en 1936, il refuse de voter les pleins pouvoirs à Pétain. Résistant, nommé par de Gaulle ministre de l'Agriculture le 4 septembre 1944. Mort le 20 janvier 1970 à Morlaix.

L'extrême droite dans le Finistère des années 30

Du Front populaire à la guerre

Le n° 8 de *Mémoire Vivante*, de juin 2016, a détaillé les événements du Front populaire dans le Finistère. En résumé : les élections législatives des 26 avril et 3 mai consacrent la victoire des candidats du Front populaire au plan national. Dans le Finistère la gauche perd trois sièges et n'en obtient que cinq sur douze. Dans un département où la ruralité est fortement christianisée on peut y voir le résultat du travail des Chemises vertes, de l'Office central et de l'évêché.

La chute de Blum en 1937 et l'arrivée du radical Camille Chautemps imposant la semaine de six jours et remettant en cause les conquis de 36, amènent la CGT à appeler à une grève générale. Mal préparée, c'est un échec. Dans le Finistère elle est peu suivie. Le patronat se venge, la répression s'abat, 15 000 syndicalistes sont licenciés.

Le PSF premier parti de France

A la veille de la guerre, le Parti social français de De La Rocque est le premier parti de France (un million d'adhérents en 1940). L'Office central de Landerneau compte plus de 50 000 sociétaires.

Hervé Budes de Guébriant est nommé, le 22 janvier 1941, par le gouvernement de Vichy, président de la Commission nationale d'organisation de la corporation agricole. A la Libération, il est interné neuf mois à la prison de Rennes. L'instruction judiciaire se terminera par un classement sans suite et il obtiendra d'importants dommages et intérêts pour « internement abusif et illégal ».

Henri Dorgères est nommé par Vichy délégué général à l'organisation et à la propagande de la corporation paysanne.

Groupement d'Entente Anti-Fasciste
(Organisations ouvrières et Partis d'avant-garde)

Population Brestoise !

Douze jours après votre magnifique manifestation du 12 Février qui réclamait les libertés publiques,

Un défi vous est lancé !

Un certain Monsieur MITTLER, connu pour ses opinions fascistes, veut, ce soir, sous le couvert de débat académique, organiser les groupes d'assaut du fascisme brestois.

C'est le fascisme qui se prépare pendant la prétendue trêve.

Travailleurs de toutes catégories,

Nous, les premières victimes des voleurs de toutes sortes, nous sommes contre les voleurs et contre tous ceux qui se laissent pourrir. Ce n'est pas ceux-là que nous défendons. C'est nous-mêmes, c'est notre pain, les libertés pour les manuels et les intellectuels.

Pour prouver que nous ne voulons pas du Fascisme,

Tous ce soir, à 20 heures

Place Sadi-Carnot, à *La Brestoise*

Cet appel s'adresse à tous ceux qui ont fait la grève du 12 Février et à tous ceux qui veulent vivre libres !

Le Comité des organisations syndicales et d'avant-garde.

Alerte !

Les bandes fascistes ont, par leur coup du 6 février, imposé au pays un gouvernement que la majorité des électeurs avait condamné.

D'autres menaces sont à prévoir.

Voulez-vous voir s'instaurer en **France le régime qui tient, sous sa botte sanglante, l'Italie et l'Allemagne ?**

Etes-vous prêts à être les serfs des industriels, des banquiers et des nobles ?

Non, n'est-ce pas ?

Alors, tous au

MEETING

qui aura lieu à

Morlaix, le Dimanche 15 Avril

à 14 heures, sur la place du Poulict

L'Union locale des Syndicats confédérés.
L'Union locale unitaire.
Le Parti Socialiste.
Le Parti Communiste.

Deux affiches illustrant l'activité syndicale antifasciste : à gauche un appel des syndicats et partis de gauche à la population brestoise. A droite, annonce d'un meeting à Morlaix.

En avril 1944, il est arrêté par les Alliés et emprisonné à Paris. Condamné à dix ans d'indignité nationale, il est amnistié pour avoir aidé des prisonniers évadés à passer la ligne de démarcation.

De La Rocque, directeur du *Petit journal*, écrit qu'aucune collaboration n'est envisageable avec les Allemands mais prône la loyauté à l'égard de Pétain. Il fonde un réseau destiné à recueillir des renseignements militaires pour les Anglais. Arrêté par les nazis, il est interné et libéré par les Américains. Après sa libération, il est incarcéré sur ordre du ministre de l'Intérieur. Il meurt à Paris le 22 avril 1946 des suites de sa déportation et est médaillé à titre posthume, en 1961, pour faits de Résistance.

Aujourd'hui des journaux développent les mêmes thèses d'extrême droite mais les réunions ne sont plus nécessaires : radios et chaînes de télé pénètrent à domicile et crachent le même venin. La forme est différente, le fond reste le même. Sans oublier les réseaux sociaux.

Sources

- *Archives départementales : 1 M 227-228 ; 1 M 230 ; 1 M241-242*
- *Archives diocésaines du Finistère 6K5*
- *« Les forces politiques en Bretagne », Christian Bougeard, Presses universitaires de Rennes*
- *« Images du Front populaire », Jean-Paul Sénéchal, éditions Skol Vreizh*
- *« Histoire de la France contemporaine », sous la direction de Danielle Tartakowski et Claude Willard, tome V, Editions sociales*
- *« Henri Dorgères », revue d'histoire contemporaine en Bretagne, éditions En Envor.*
- *Mémoire Vivante, n°8 de juin 2016.*

Henri Soutif ou la cavale d'un flic par temps de guerre froide

Né en 1913, ce fils d'un ingénieur des Chemins de Fer, après une solide formation universitaire (licence en droit, licence en lettres) et de longs stages de lecteur en Angleterre et en Allemagne, embrasse en 1936 la carrière policière. Brillant sujet, sorti premier au concours de Commissaire de la Sûreté Nationale, il est rapidement affecté à la prestigieuse Brigade Mobile de Police Judiciaire plus connue sous le nom de « Brigade du Tigre ». L'armistice de1940 arrive. Sa connaissance de la langue allemande ajoutée à ses talents d'enquêteur vont en faire, en ces temps d'occupation militaire et de politique de collaboration avec l'Allemagne, un excellent candidat pour les « Renseignements Généraux » et la « lutte contre les menées antinationales » (c'est ainsi que le régime de Vichy appelle la Résistance). Après une affectation à Rennes, Soutif est nommé à Quimper le 1er juillet 1942 en tant que Commissaire aux Renseignements Généraux ; il va s'y livrer par tous moyens à une chasse aux communistes et aux gaullistes. Ses excellents résultats plaisent certes au préfet du Finistère mais agacent certains responsables de la police qui vont intriguer auprès de Joseph Darnand (Secrétaire général au Maintien de l'Ordre dans le gouvernement de Vichy) qui le révoque de la police par arrêté du 13 avril 1944 et ordonne son arrestation par la Milice, le soupçonnant « d'activité anti-française » et de sympathie gaulliste.

Un enquêteur « efficace »

Contraint de quitter Quimper, Soutif disparaît et réapparaît à Paris en août 1944 sous l'identité de Capitaine Simonin, membre des Services Spéciaux du Gouvernement Provisoire … et président d'un comité d'épuration. Il se montre là aussi très efficace dans, cette fois, la chasse aux collabos et autres profiteurs du marché noir. Excellent enquêteur, c'est lui qui va arrêter, le 31 octobre 1944, le Docteur Petiot recherché depuis mars 1944 après la découverte du charnier de son hôtel particulier. Reconnu et identifié, Soutif est réclamé par le Comité de Libération

ETAT FRANÇAIS
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA POLICE NATIONALE
POLICE RÉGIONALE D'ÉTAT
POLICE
LAISSEZ PASSER ET CIRCULER LIBREMENT
LE TITULAIRE DE LA PRÉSENTE CARTE
Inspecteur de Sûreté
QUI EST AUTORISÉ A REQUERIR
L'ASSISTANCE DE LA FORCE PUBLIQUE
POUR LES BESOINS DU SERVICE

Carte de police de l'Etat français. (Archives départementales)

du Finistère et convoqué par le procureur de la République pour donner des éclaircissements sur sa conduite pendant l'Occupation. Il a bon espoir de convaincre le procureur et le Comité de Libération qu'il a toujours dupé les Allemands et aidé autant qu'il le pouvait les résistants. Il est surtout certain des protections haut placées dont il dispose et, confiant, se rend à Quimper le 2 décembre 1944. Il est immédiatement arrêté et incarcéré. Il ne le restera pas longtemps. Grâce, vraisemblablement, à un règlement de comptes entre la Résistance gaulliste et la Résistance communiste, Soutif est prétendument « évadé » le 15 Janvier 1945 et ramené à Paris par une opération que les Services Spéciaux du Gouvernement provisoire ont organisée. Ce qui scandalise les milieux résistants.

Impliqué dans le Plan Bleu

Craignant pour sa vie, il se cache à nouveau et trouve un emploi dans un journal d'anciens combattants. Obsédé par la présence de ministres communistes dans le gouvernement, il participe dès 1946 au Plan Bleu, complot anticommuniste visant à installer un régime autoritaire (interdiction du droit de grève, dissolution de la CGT et de la CFTC)… avec l'espoir qu'il soit présidé par de Gaulle. Le coup d'État échoue, les comploteurs sont arrêtés en juillet 1947 et Soutif connaît à nouveau la prison. Le procès des membres du Plan Bleu a lieu en janvier 1949, les peines infligées sont très légères et Soutif est relaxé. Reste à effacer la condamnation par contumace à 20 ans de travaux forcés prononcée par la Cour de Justice de Rennes en 1946, au titre de son activité dans le Finistère. Soutif décide de purger sa contumace et demande à être à nouveau jugé. Le procès a lieu du 24 au 28 avril 1950. Soutif comparaît libre. Il est défendu par l'avocat d'extrême droite Maître Tixier-Vignancourt. Soutif soutient que, dès 1941, sous le pseudonyme de Le Poulpe, il a été un membre très actif des réseaux de résistance Alliance et de l'ORA (Organisation de Résistance de l'Armée), anticommunistes et plus proches des alliés anglo-américains et du général Giraud que du général de Gaulle. Son appartenance est confirmée par certains de leurs dirigeants.

« Pour l'Algérie française »

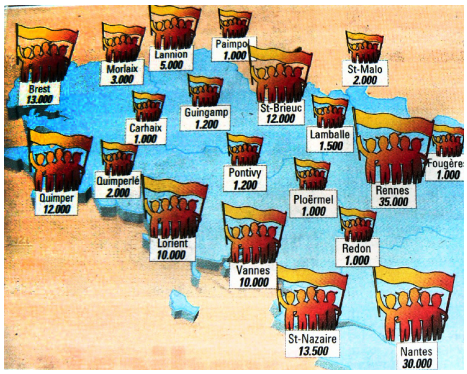
Le Commissaire du Gouvernement va prononcer un réquisitoire très modéré ; et Me Tixier-Vignancourt plaide l'acquittement d'un patriote « décoré de la croix de guerre avec étoile de bronze et de la médaille de la Résistance ». Au terme d'un bref délibéré, Soutif est bien sûr acquitté. Réintégré dans la police il est mis à la retraite d'office et part alors s'installer à Alger où il continue de « combattre contre le communisme et pour l'Algérie Française ». Clin d'oeil de l'histoire : en 1965, à Saint-Quentin, Soutif est agent comptable à … la Sécurité Sociale (créée comme chacun sait par Ambroise Croizat, ministre communiste du Travail de 1945 à 1947) !

Bibliographie

- *René Pichavant, Les Clandestins de l'Iroise, tome 2, 1942-1943, pages 475 à 517*
- *Jean-Marc Berlière, Policiers français sous l'Occupation, 2009, pages 220 à 226*
- *Archives départementales du Finistère 31W341 N°*

Premier Mai 2002

Vague de fond contre le Front



22 avril 2002. A l'issue du premier tour des élections présidentielles, la France se retrouve dans une situation inédite sous la Ve République.
Sont qualifiés pour le second tour, le Front national de J.-M. Le Pen (16,86%) et le Rassemblement pour la République de Jacques Chirac (19,88%).
Le Premier Mai sera l'occasion d'une réaction d'ampleur.

500 000 manifestants à Paris,
1 000 000 en province,
115 000 en Bretagne,
35 000 dans le Finistère.

Bulletin d'adhésion à l'IHS CGT Bretagne

❑ **Adhésion 2022 à l'institut CGT d'histoire sociale de Bretagne**
Cotisation annuelle : 35 €. Cotisation de soutien : 60 € ou plus. Cotisation collective : 45 €.

Nom, prénom . . . . . .

Adresse . . . . . .

. . . . . .

Bulletin d'adhésion à adresser à IHS CGT 29, Maison du Peuple, 2, place Édouard-Mazé, 29200 BREST. Paiement par chèque à l'ordre de IHS CGT Bretagne.